

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 1988 portant organisation de l'Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle;
 Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle, donné le 29 mars 1994;
 Vu l'avis de l'Inspection des Finances, émis le 15 avril 1994;
 Vu l'accord du Ministre flamand des Finances et du Budget, donné le 4 mai 1994;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;
 Vu l'urgence;
 Considérant qu'il s'impose de donner, sans délai, exécution aux dispositions du Protocole du 17 mars 1993 relatif à la Conférence de l'Emploi, afin de promouvoir l'insertion des groupes à risques dans le marché du travail;
 Sur la proposition du Ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales;
 Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. Un article 21 bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 1988 portant organisation de l'Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle :

« Article 21 bis. § 1er. Un groupe de travail permanent « groupe à risques » est créé au sein de chaque comité subrégional de l'emploi.

§ 2. Le groupe de travail permanent « groupe à risques » est composé :

- 1° des membres du comité subrégional de l'emploi, visé à l'article 13 du présent arrêté;
- 2° d'un représentant du groupement d'intérêt subrégional d'initiatives d'emploi et de formation de droit privé axé sur l'insertion de groupes à risques et agréé par le Ministre flamand ayant la politique de l'emploi dans ses attributions;
- 3° d'un représentant des pouvoirs locaux;
- 4° d'un représentant du secteur de l'intégration professionnelle des personnes handicapées, désigné par le Ministre flamand ayant la politique des handicapés dans ses attributions;
- 5° du coordinateur régional du « Vlaams Centrum voor de Integratie van Migranten »;
- 6° des coordinateurs des communes visées par le décret du 21 juillet 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration des personnes défavorisées.

La composition s'effectue de l'avis du comité subrégional de l'emploi concerné.

Sur la proposition du comité subrégional de l'emploi, le nombre des représentants sous 2°, peut être augmenté.

Moyennant l'approbation du comité subrégional de l'emploi, la composition du groupe de travail permanent peut être étendue avec des experts.

Le président du groupe de travail permanent est désigné par le comité subrégional de l'emploi.

§ 3. Le groupe de travail permanent « groupes à risques » est chargé :

- 1° d'établir un plan subrégional des groupes-cibles qui est intégré dans le plan d'orientation politique du comité subrégional de l'emploi;
- 2° d'organiser la concertation et la création de réseaux entre les organisations, institutions et associations qui s'occupent de l'intégration professionnelle des groupes à risques;
- 3° d'assurer le contrôle du principe de la participation proportionnelle au différentes structures, notamment les programmes d'emploi;
- 4° d'appuyer méthodiquement les initiatives d'intégration professionnelle des groupes à risques;
- 5° de contrôler la complémentarité, l'additionalité et la qualité dans l'offre aux groupes à risques, ainsi que de coordonner cette offre;
- 6° de formuler des recommandations quant aux décisions à prendre concernant l'affectation des interventions financières pour l'intégration professionnelle des groupes à risques;
- 7° de contrôler l'offre intégrée de services au profit des groupes à risques.

Le Comité de gestion détermine, moyennant l'approbation du Ministre flamand ayant la politique de l'emploi dans ses attributions, le profil détaillé de la fonction de ce groupe de travail permanent. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mai 1994.

Art. 3. Le Ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.
 Bruxelles, le 4 mai 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
 L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales,
 Mme L. DETIEGE

N. 94 — 2418

8 JUNI 1994. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur

De Vlaamse regering,

Gelet op het bijzonder decreet van 19 december 1988 betreffende de Autonome Raad voor het Gemeenschaps-onderwijs, inzonderheid op artikel 55, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld, verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 mei 1975, 21 mei 1976, 31 mei 1976, 8 juli 1976, 18 april 1977 en 13 januari 1989 en bij de besluiten van de Vlaamse regering van 29 mei 1991, 15 juli 1992, 3 februari 1993 en 7 juli 1993;

Gelet op het protocol van 23 maart 1994 houdende de conclusies van de onderhandelingen gevoerd in de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomité X en van onderafdeling « Vlaamse Gemeenschap » van afdeling 2 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister bevoegd voor begroting, gegeven op 31 januari 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld de noodzakelijke maatregelen moeten getroffen worden om de vaste benoeming in alle vacant verklaarde betrekkingen in het onderwijs voor sociale promotie mogelijk te maken vanaf 1 januari 1994;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur, wordt een artikel 2*bis*, ingevoegd dat luidt als volgt :

« Artikel 2*bis*. Voor het ambt van leraar technische vakken en beroepspraktijk gelden de overeenstemmende weddeschalen en opdrachtbreuken zoals vastgesteld voor het ambt van lesgever beroepspraktijk ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1972.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juni 1994.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

TRADUCTION

F. 94 — 2418

8 JUIN 1994. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret spécial du 19 décembre 1988 relatif au Conseil autonome de l'Enseignement communautaire, notamment l'article 55, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, modifié par les arrêtés royaux des 9 mai 1975, 21 janvier 1976, 31 mai 1976, 8 juillet 1976, 18 avril 1977 et 13 janvier 1989 et par les arrêtés du Gouvernement flamand des 29 mai 1991, 15 juillet 1992, 3 février 1993 et 7 juillet 1993;

Vu le protocole du 23 mars 1994 portant les conclusions des négociations en réunion commune du Comité de secteur X et de la sous-section « Communauté flamande » de la section 2 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 31 janvier 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour permettre la nomination à titre définitif dans tous les emplois déclarés vacants dans l'enseignement de promotion sociale à partir du 1^{er} janvier 1994;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, il est inséré un article 2*bis* rédigé comme suit :

« Article 2*bis*. Pour la fonction de chargé de cours techniques et de pratique professionnelle comptent les échelles de traitement et les fractions de charges correspondantes telles que fixées pour la fonction de chargé de pratique professionnelle. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 1972.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

N. 94 — 2419

20 JULI 1994. — Besluit van de Vlaamse regering tot uitvoering van het decreet van 13 juli 1994 houdende wijziging van artikel 79 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw

De Vlaamse regering,

Gelet op de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, inzonderheid op artikel 79, gewijzigd bij decreet van 13 juli 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 februari 1971 betreffende de behandeling en de openbaarmaking van de bouwaanvragen; inzonderheid op artikel 3 zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 april 1973 en 16 december 1981 en de besluiten van de Vlaamse regering van 16 maart 1983, 3 oktober 1984, 23 maart 1989 en 30 september 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 1972 betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 1978;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 30 september 1993 tot uitvoering van het decreet van 23 juni 1993 houdende wijziging van artikel 79 van de wet van 29 maart 1962 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat omwille van de vrijwaring van de ruimtelijke kwaliteit het dringend noodzakelijk is om conform de bepalingen van artikel 45, § 2 van de wet van 29 maart 1962, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, zoals gewijzigd bij decreet van 13 juli 1994, houdende wijziging van artikel 79 van deze wet, de gebieden aan te wijzen waarop de afwijkingsbepalingen op de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen niet van toepassing zijn, alsmede de voorwaarden te bepalen volgens dewelke de vergunningsaanvragen aan een openbaar onderzoek worden onderworpen;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Ruimtelijke Ordening en Binnenlandse Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Afwijkingen van de voorschriften van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen, bedoeld in artikel 45, § 2 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, gewijzigd bij decreet van 13 juli 1994, kunnen niet worden toegestaan, indien de verbouwing, uitbreiding of gebruikswijziging ligt of komt te liggen in een volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 december 1972 betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen, als volgt ingedeeld gebied :

1° een groengebied, waaronder kan worden onderscheiden :

a) een natuurgebied;

b) een natuurgebied met wetenschappelijke waarde of een natuurreservaat;

2° een overstromingsgebied;

3° een bosgebied met ecologische waarde;

4° de bufferzones zoals bepaald in artikel 14.4.5. van het koninklijk besluit van 28 december 1972 betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen tenzij in het geval van de uitbreiding van een bestaand vergund gebouw met uitzondering van de woningbouw in de bouwvergunning een voldoende bufferzone kan worden voorzien in toepassing van artikel 7.2.0. van datzelfde koninklijk besluit;

5° valleigebieden behoudens die gevallen waarvoor het bestuur Natuurbehoud en -ontwikkeling van AMINAL een gunstig advies verstrekt;

6° agrarische gebieden met ecologisch belang behoudens die gevallen waarvoor het bestuur Natuurbehoud en -ontwikkeling van AMINAL een gunstig advies verstrekt.

Art. 2. Artikel 3, punt 10 van het koninklijk besluit van 6 februari 1971 betreffende de behandeling en de openbaarmaking van de bouwaanvragen, zoals ingevoegd bij het besluit van de Vlaamse Executieve van 3 oktober 1984 en gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse regering van 30 september 1993 wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling :

« 10 gebruikswijzigingen, verbouwen of uitbreiden van bestaande vergunde gebouwen en uitbreiden van een vergunde woning voor zover hiervoor toepassing is vereist van de bepalingen van artikel 79 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, zoals ingevoegd bij decreet van 13 juli 1994 houdende wijziging van artikel 79 van die wet ».

Art. 3. Het besluit van de Vlaamse Executieve van 30 september 1993 tot uitvoering van het decreet van 23 juni 1993 houdende wijziging van artikel 79 van de wet van 29 maart 1962 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, wordt opgeheven.